

Demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
- ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

P C 0 7 8 3 9 7 2 4 E 0 0 1 2
PC Dpt Commune Année N° de dossier
La présente déclaration a été reçue à la mairie
le 3 1 / 1 2 / 2 0 2 4


Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront tous titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique

RECU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

ALIOUANE

Prénom

Braham

Date et lieu de naissance : Date : 0 9 / 0 1 / 1 9 7 3

Commune : Tizi-Laraif

Département : Pays : Algérie

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 31 Voie : Rue Raymond Berrurier

Lieu-dit :

Localité : Le Mesnil-Saint-Denis

Code postal : 7 8 3 2 0 BP : Cedex :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

brihibahia

@yahoo.fr

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)^[2]

^[2] Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier :

Nom

Prénom

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 31 MARS 2025

Pour une personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

^[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée de données dans le cadre de cette demande

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Adresse : Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____ BP : _____ Cedex : _____

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : _____ Division territoriale : _____

Téléphone : _____ Indicatif pour le pays étranger : _____

Adresse électronique : _____

@

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

① Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet.
Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[3].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 31 Voie : Rue Raymond Berrurier

Lieu-dit : _____

Localité : Le Mesnil-Saint-Denis

Code postal : 7 8 3 2 0

Références cadastrales^[4] :

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 11.

Préfixe : 0 0 0 Section : 0 B Numéro : 0 7 1 0 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 555

3.2 Situation juridique du terrain

① Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 1^{er} MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire (ORT) ou d'un projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

RECU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[6] : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte :

HURET Antoine

Prénom :

Pour un architecte personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Numéro : 54 Voie : rue Edouard Manet

Lieu-dit :

Localité : Plaisir

Code postal : 7 8 3 7 0 BP : Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[7] : 044231PC000571045

Conseil régional de l'ordre : Ile de France

Téléphone : 0 6 0 7 5 1 4 9 4 9 ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

antoinehuret67@gmail.com

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[8] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

4.2 Nature du projet envisagé

☐ Nouvelle construction

☒ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

31 MARS 2025



[6] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet d'une demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (l'ou¹ 77-2 du 3, annexe² à l'architecture).

[7] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[8] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

– Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;

– Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;

– Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;

– Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Aménagement d'une remise d'habitation en logement de 4 pièces principales avec extension et surélévation.

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête _____ kW et la destination principale de l'énergie produite : _____

4.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : 1 _____ dont individuels : _____ dont collectifs : 1 _____

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social _____ Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) _____ Prêt à taux zéro _____

Autres financements : 1 _____

• Mode d'utilisation principale des logements :

☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☒ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation : _____

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme

☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres, précisez : _____

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type : _____

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce _____ 2 pièces _____

3 pièces _____ 4 pièces 1 _____ 5 pièces _____ 6 pièces et plus _____

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol 2 _____ et au-dessous du sol _____

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☒ Extension ☒ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale

☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir



Vu pour être annexé à mon arrêté
le 1. MARS 2025

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

4.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

4.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016

Surfaces de plancher en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée (B)	Surface créée par changement de destination (C)	Surface supprimée (D)	Surface supprimée par changement de destination (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation	185	64				249
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ⁽¹³⁾						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m ²)	185	64				249

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

3 1 MARS 2025



- [9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.mesnil-st-denis.fr
- [10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitué de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).
- [11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.
- [12] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitué de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).
- [13] L'activité d'artisan étant désormais définie par les articles L.111-1 et suivants du code de l'artisanat, à l'activité professionnelle indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services figurant sur une liste établie par l'article R.111-1 du même code.

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025 à 12h18

Application agréée E-legalite.com

4.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

(i) Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5

Surface de plancher en m² ⁽¹⁴⁾ (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée (B)	Surface créée par changement de destination ou de sous-destination (C)	Surface supprimée (D)	Surface supprimée par changement de destination ou de sous-destination (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m ²)							

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 3-1 MARS 2025



[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur [www.yvelines.fr](#)

[15] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface existante transformée par la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[16] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[17] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle.

[18] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'une surface existante.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

RECU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

4.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 8 Après réalisation du projet : 11

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : 275 m², dont surface bâtie : _____ m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

5 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

① Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale

☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 31 MARS 2025



Nombre de logements démolis : _____

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

6 Participation pour voirie et réseaux

① Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

7 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) Oui ☐ Non ☒
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒

- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) Oui ☐ Non ☒
 - a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme Oui ☐ Non ☒
- Précisez laquelle :

- est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie Oui ☐ Non ☒

① Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

① Informations complémentaires

- ☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable
- ☐ se situe dans les abords d'un monument historique
- ☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

- ☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement

8 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Oui

A Le Mesnil Saint Denis

Fait le 3 1 1 2 2 0 2 4

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 21 Mars 2025
Signature du (des) demandeur(s)



A Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
- deux exemplaires supplémentaires, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

En ligne le 07/04/2025 à 12h18

RECUEIL EN PREFECTURE

Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Références cadastrales : fiche complémentaire

i) Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

[illegible]

Superficie totale du terrain (en m²) : 555



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère chargé de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées

ci-dessous [Art. R. 423-2 b) du code de l'urbanisme].

Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site réserve naturelle, parc national...) [20] ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [Art. L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] [21]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] [21]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] [21]	1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

[20] Se renseigner auprès de la mairie.

[21] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménagement.

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation relative au respect des règles de construction parasismique au stade de la conception [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC 16-1. L'attestation de respect de la réglementation thermique, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. L'attestation de respect des exigences de performance énergétique et environnementale, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-24-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé :	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	


Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :	
<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC25-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme]	Vu pour être annexé à mon arrêté du 31 MARS 2025 
OU , si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir	
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe page 22 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PC28. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :

☐ PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

☐ PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :

☐ PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :

☐ PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :

☐ PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

☐ PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si le projet est soumis à la redevance bureaux :

☐ PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :

☐ PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme]

OU

☐ PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :

☐ PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :

☐ PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :

☐ PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]

3 exemplaires

Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :

☐ PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]

3 exemplaires du dossier spécifique

☐ PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]

3 exemplaires du dossier spécifique



Vous pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :

☐ PC40-1. **Une note** précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :

☐ PC 40-2. **Une demande de dérogation** comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :

☐ PC40-3. **Une note** précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :

☐ PC40-4. **Une demande** de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :

☐ PC41. **Une copie du contrat** ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :

☐ PC42. **Une copie du contrat** ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :

☐ PC43. **Le dossier** d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :

☐ PC44. **Le dossier** de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]

3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France

Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :

☐ PC 45. **Un document** contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.

Vu pour être annexé à mon arrêté du 3-1 MARS 2025
1 exemplaire par dossier

Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :

☐ PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]

1 exemplaire par dossier



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.


Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

- Le **formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

 Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le **formulaire de demande de permis de construire pour une maison individuelle** doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le **formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le **formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

2 Informations utiles

→ Qui peut déposer une demande ?

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2 500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débiter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important que celui des autres. Elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré. Vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive. Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1025 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive).

La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1er septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

Identité du demandeur

Vous êtes un particulier

☒ Madame ☐ Monsieur

Nom

ALIOUANE

Prénom

Bahia

Date et lieu de naissance :

Date : 1 4 / 0 8 / 1 9 7 9

Commune : PARIS

Département : 7 5 Pays :

Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom

Prénom

Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 31 Voie : Rue Raymond Berrurier

Lieu-dit :

Localité : Le Mesnil-Saint-Denis

Code postal : 7 8 3 2 0 BP : Cedex :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Adresse électronique :

brihibahia @ yahoo.fr

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON
AVEC EXTENSION ET SURELEVATION
31 rue Raymond Berrurier
78320 Le Mesnil Saint Denis

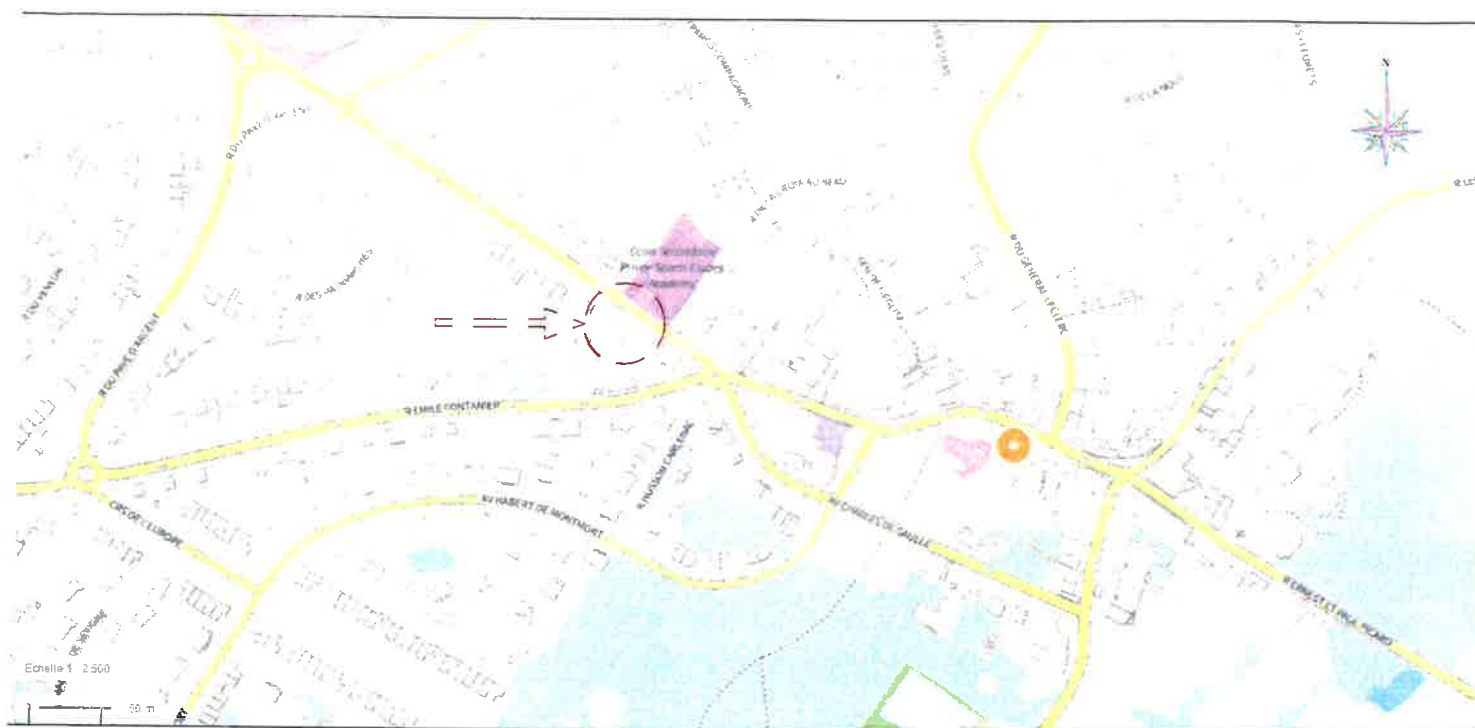
Ech : 1/2500 PC1 DECEMBRE 2024

EXISTANT
PLAN DE SITUATION

MAITRE D'OUVRAGE
Mr et Mme ALIOUANE Braham
31 rue Raymond Berrurier
78320 Le Mesnil Saint Denis

Antoine HURET - Architecte DPLG
54, rue Edouard Manet
78370 PLAISIR
MN 044231 - MR 009207

AH



Vu pour être annexé à mon arrêté

du 1^{er} MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

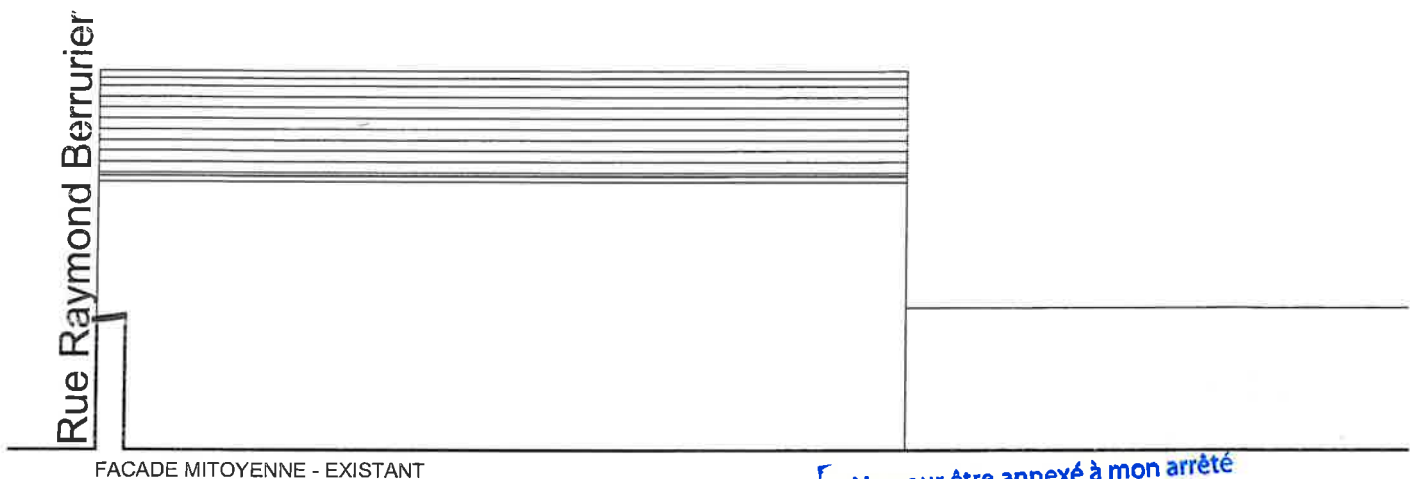
REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

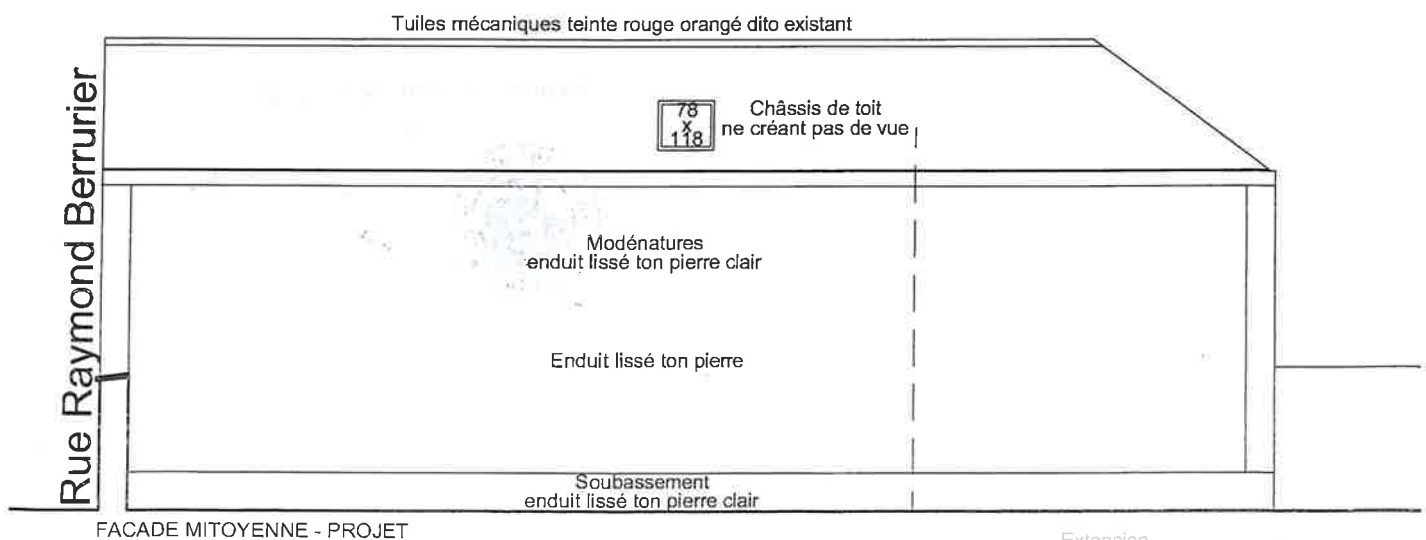
Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS		
Ech : 1/100	PC5	DECEMBRE 2024
EXISTANT - PROJET PLAN DES FACADES ET TOITURES		
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS		
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207		



Vu pour être annexé à mon arrêté
du
31 MARS 2025



Extension
Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE le 07/04/2025 Application agréée E-legalite.com

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON
AVEC EXTENSION ET SURELEVATION
31 rue Raymond Berrurier
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

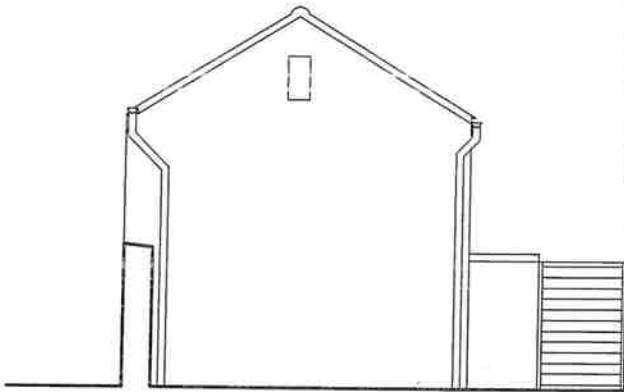
Ech : 1/100 PC5 DECEMBRE 2024

EXISTANT - PROJET
PLAN DES FACADES ET TOITURES

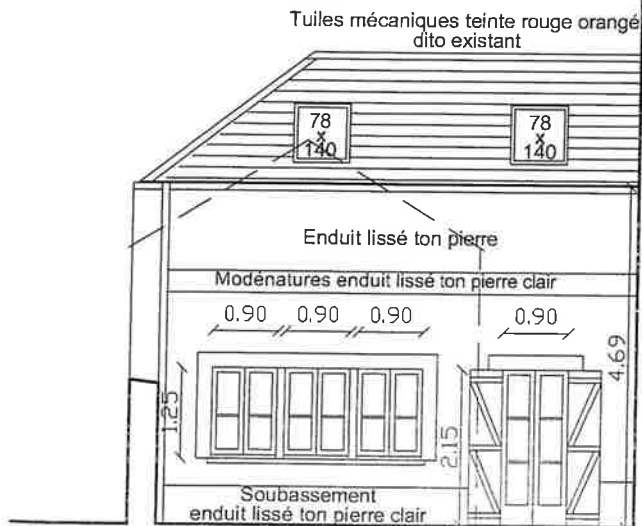
MAITRE D'OUVRAGE
Mr et Mme ALIOUANE Braham
31 rue Raymond Berrurier
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

Antoine HURET - Architecte DPLG
54, rue Edouard Manet
78370 PLAISIR
MN 044231 - MR 009207

AH



FACADE ARRIERE - EXISTANT



FACADE ARRIERE - PROJET

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



31 MARS 2025

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3



1 châssis de toit
78x1.18
Pose encastrée

6 châssis de toit
114x140
Pose encastrée

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250331-URB_25_04_3

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON
AVEC EXTENSION ET SURELEVATION
31 rue Raymond Berrurier
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

Ech : 1/200 PC2 DECEMBRE 2024

EXISTANT
PLAN DE MASSE

MAITRE D'OUVRAGE

Mr et Mme ALIOUANE Braham
31 rue Raymond Berrurier
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

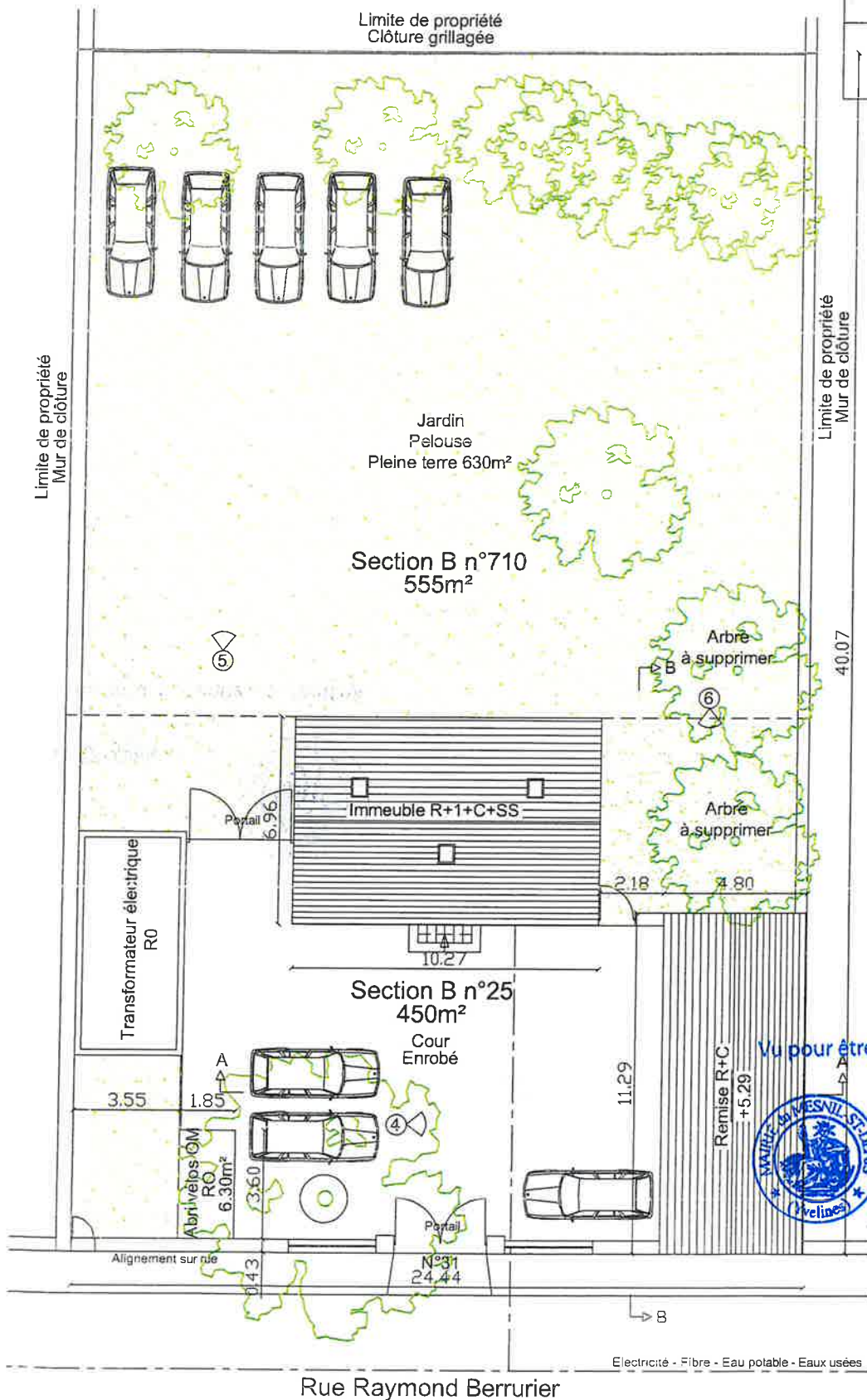
Antoine HURET - Architecte DPLG

54, rue Edouard Manet

78370 PLAISIR

MN 044231 - MR 009207

Emprise au sol: 150.25m²



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

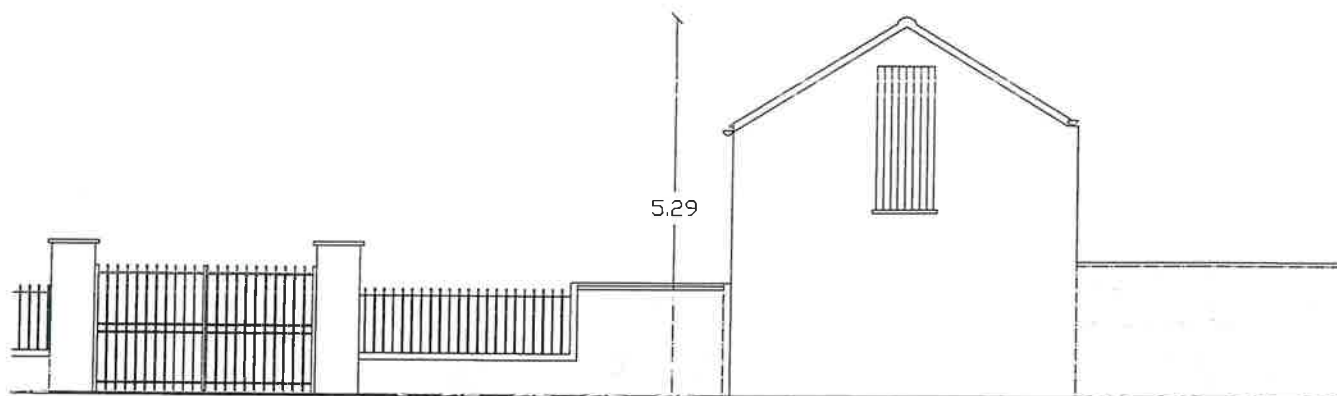
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

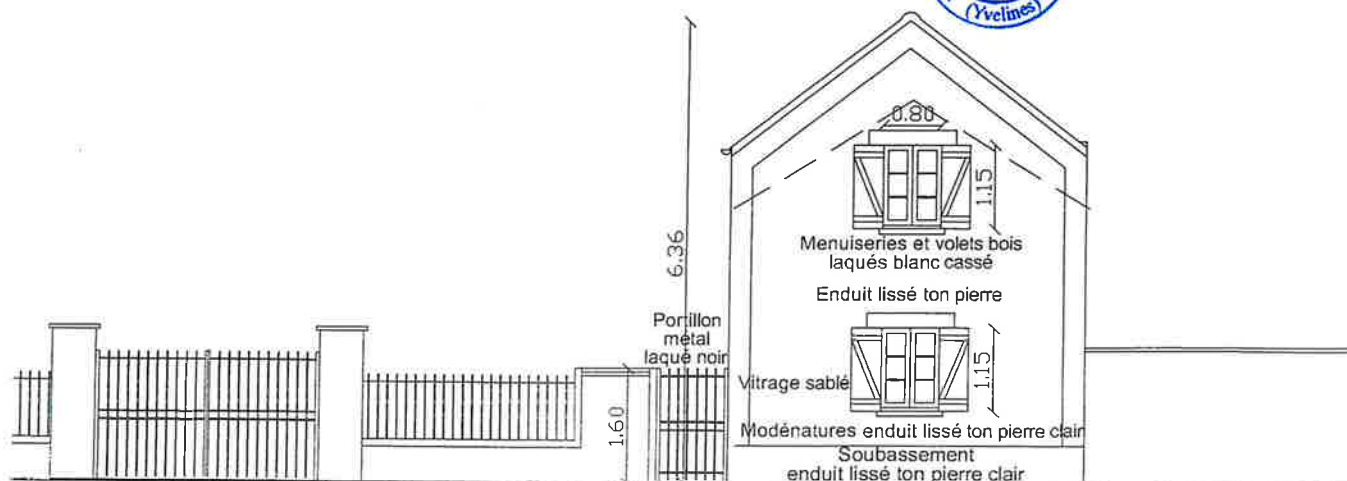
Antoine HURET - Architecte DPLG
54, rue Edouard Manet
78370 PLAISIR
MN 044231 - MR 009207

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
Ech : 1/100	PC5 DECEMBRE 2024
EXISTANT - PROJET PLAN DES FACADES ET TOITURES	
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207	



FACADE SUR RUE - EXISTANT

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025



FACADE SUR RUE - PROJET

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

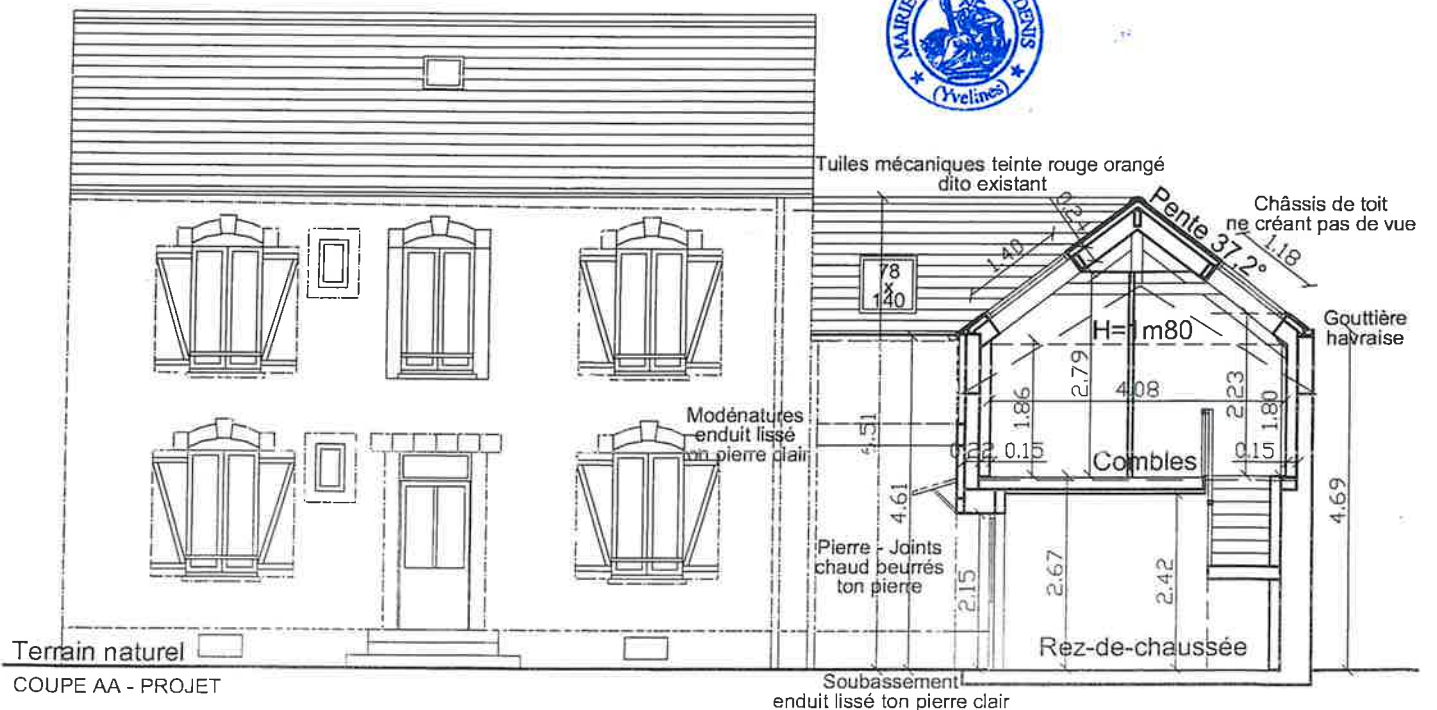
Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS		
Ech : 1/100	PC3	DECEMBRE 2024
EXISTANT - PROJET COUPE SUR TERRAIN NATUREL		
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS		
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207		



Vu pour être annexé à mon arrêté
du
31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



31 MARS 2025

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS
PC4-10.1 DECEMBRE 2024
VOLET PAYSAGER NOTICE ARCHITECTURALE
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207

PROJET ARCHITECTURAL

1 - Etat initial du terrain et de ses abords.

Le projet est situé 31 rue Raymond Berrurier au Mesnil-Saint-Denis (78320). Il concerne les parcelles section B n°25 et 710 d'une superficie respective de 450m² et 555m². Le terrain est en zone UR3 du PLU. L'environnement est composé de maisons individuelles et d'immeubles.

La première parcelle est bâtie avec un petit immeuble de 4 logements collectif en R+1+Combles+Sous-sol répartis en 2 studios et 2 2 pièces, une remise sur rue en R+Combles en mitoyenneté et un transformateur électrique également en mitoyenneté, sur une cour donnant sur la rue. Les façades du bâtiment d'habitation sont traitées en pierre avec modénatures. La seconde parcelle est traitée en jardin engazonné avec des arbres principalement en limite de fond. Le terrain a une géométrie rectangulaire. Il est plat sauf le long de la sente qui est en pente ascendante et à l'angle des deux voies. Il dispose de 8 places de stationnement et d'un abri pour les vélos et les poubelles. Les réseaux sont en place.

2 - Partis retenus pour assurer l'insertion du projet dans son environnement et la prise en compte des paysages.

a - L'aménagement du terrain, en indiquant ce qui est modifié ou supprimé.

Le projet consiste à transformer la remise en habitation avec extension et surélévation en fond de bâtiment. Deux arbres au niveau de l'extension sont supprimés.

b - L'implantation, l'organisation, la composition et le volume des constructions nouvelles, notamment par rapport aux constructions ou paysages avoisinants.

La partie existante du bâtiment est surélevée. Une extension est faite en partie arrière qui vient rejoindre le bâtiment d'habitation. Il comprend les pièces de jour en rez-de-chaussée et les pièces de nuit à l'étage avec 3 chambres, une salle de bains et un Wc.

La toiture de la partie existante est parallèle à la limite de mitoyenneté, la toiture de l'extension de retourne à la perpendiculaire de la limite, dans le même sens que le bâtiment d'habitation. Les gouttières sont traitées en gouttières havraises. Cette extension fait moins de 5 mètre linéaire le long de la limite. Les façades sur cour sont traitées en pierre et en enduit avec modénatures et soubassement. Les autres façades n'ont pas de traitement en pierre. Les combles sont éclairés par des châssis de toit en pose encastrée.

c - Le traitement des constructions, clôtures, végétations ou aménagements situés en limite de terrain.

La façade en mitoyenneté est traitée en enduit avec soubassement et modénatures d'angle. Le châssis de toit sur le pan de toiture surplombant cette façade ne crée pas de vue, il est situé à une hauteur de plus de 1m90.

La clôture en fond de terrain est remplacée par un mur de 2m de haut en enduit ton pierre.

d - Les matériaux et les couleurs des constructions.

Les matériaux utilisés et leur teinte assurent l'intégration du projet dans le site et son paysage. Les façades sur cour sont en pierre avec joints beurrés ton pierre comme l'immeuble. Les façades arrière et mitoyenne sont traitées en enduit lissé ton pierre. Les modénatures et soubassements sont en enduit lissé blanc cassé. Les menuiseries et les volets sont en bois laqué blanc cassé. Les toitures sont en tuile mécanique rouge orangé dito l'existant et le bâtiment d'habitation. Les châssis de toiture sont en aluminium laqué gris anthracite Ral 7006. Le portillon est en métal laqué noir.

e - Le traitement des espaces libres, notamment les plantations à conserver ou à créer.

Une allée gravillonnée depuis la cour permet l'accès à des places de stationnement sur la parcelle du fond. Ces places sont traitées en evergreen. Une cuve de récupération des eaux pluviales de 500L est mise en place en façade arrière avec trop plein sur épandage.

f - L'organisation et l'aménagement des accès au terrain, aux constructions et aux aires de stationnement.

Le portail est existant. Les stationnements vélos aussi. Un portillon est créé pour l'accès aux places de stationnement. Trois places sont créées à l'occasion du projet. La cour regroupe 5m de large PMR. Huit places sont réalisées en partie arrière du terrain avec une allée de 5m de large.

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

RECUE EN PREFECTURE

Le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
PC6	DECEMBRE 2024
VOLET PAYSAGER INSERTION DANS LE SITE ET L'ENVIRONNEMENT	
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207	

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



3 1 MARS 2025



ETAT ACTUEL



PROJET

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3



1 - PC8



2 - PC7



3 - PC7



4 - PC7



5 - PC7



6 - PC7

TRANSFORMATION D'UNE REMISE EN MAISON AVEC EXTENSION ET SURELEVATION 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
PC7-8	DECEMBRE 2024
VOLET PAYSAGER REPERAGE PHOTOGRAPHIQUE	
MAITRE D'OUVRAGE Mr et Mme ALIOUANE Braham 31 rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS	
Antoine HURET - Architecte DPLG 54, rue Edouard Manet 78370 PLAISIR MN 044231 - MR 009207	

Vu pour être annexé à mon arrêté

du
31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978

Document communiqué en vertu de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

Monsieur Christophe BUHOT
Maire du MESNIL-SAINT-DENIS
1 rue Henri Husson
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

À l'attention du Service Urbanisme
Saulx-les-Chartreux, le 24 février 2025

Suivi par Benoît SIBRE
N/Réf : BT/VM/BS/2025-102

Avis sur demande d'autorisation d'urbanisme
Dossier : PC 7839724E0012
Pétitionnaire : Mme Bahia et M. Braham ALIOUANE
Opération : Réaménagement
Adresse : 31 rue Raymond Berrurier
78320 Le Mesnil-Saint-Denis

Vu pour être annexé à mon arrêté

du ~~31~~ **31 MARS 2025**

AVIS À FAIRE FIGURER SUR L'ARRÊTÉ

Avis eaux usées favorable :

Le raccordement des évacuations des eaux usées s'effectuera en système séparatif sur la canalisation d'eaux usées du réseau intérieur existant, après avoir contrôlé sa conformité.
Les constructions doivent respecter le Règlement d'Assainissement Collectif du SIAHVY.

Avis eaux pluviales favorable :


Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande de permis de construire et conformément aux prescriptions du SAGE Orge-Yvette, les eaux pluviales des nouvelles surfaces imperméabilisées seront récupérées et/ou infiltrées sur la parcelle, aucun rejet sur le réseau public d'eaux pluviales ne sera effectué.

À titre informatif, et conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, le règlement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif interviendra à la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux génèrent des eaux usées supplémentaires ou qu'au moins une pièce principale supplémentaire est créée par des travaux d'extension ou d'aménagement et après réception du titre émis par la Trésorerie.
Sur la base de la Surface de Plancher, soit :

64 m² x 12,67 € = 810,88 EUROS

100 % au bénéfice du S I A H V Y : 810,88 EUROS



Par Délégation,
Le 1^{er} Vice-Président,

Bernard TEXIER



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

SAUR SERVICE URBANISME
21 rue Anita Conti
56000 VANNES
Tél. : 0662603098
Courriel : urbanisme.csp@saur.com

Le Mesnil-Saint-Denis
78320 LE MESNIL ST DENIS

N/Ref : **PC07839724E0012**
Date de réception de la demande : **30/01/2025**
Date d'envoi de la réponse : **31/01/2025**
Adresse du projet : **31 Rue Raymond Berrurier 78320**
Le Mesnil-Saint-Denis
Parcelle(s) cadastrale(s) : **0000B0710**

Le 31/01/2025

Objet : **Permis de construire**

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint notre réponse au dossier « PC07839724E0012 ».

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies.

Observations générales :

La SAUR n'est pas concerné par le document d'urbanisme

Nous ne gérons aucun réseau dans ce secteur, merci de vous diriger vers un autre distributeur.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

LECOMTE Marion

 Signature
certifiée Sogelink[®]

Vu pour être annexé à mon arrêté
du
31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

LEGENDE

EA

Tronçons classe C	Dégrilleur	Régulateur de pression
Tronçons classe B	Dessableur	Réserve incendie
Tronçons classe A	Disconnecteur	Réservoir au sol/Bâche
Accélérateur	Forage	Réservoir de chasse
Anode protect.cathodique	Isolation électrique	Réservoir (semi)enterré
Auto-contrôle	Micro ventouse	Réservoir sur tour
Barrage	Piézomètre	Shunt
Boîte à boues	Plaque d'extrémité	Siphon
Borne fontaine	Poste de soutirage	Soupape anti-bélier
Bouche d'incendie	Poteau d'incendie	Stabilisateur d'écoulement
Bouche de lavage	Potelet protect.cathodique	Station de pompage
Brise charge	Prise d'eau	Station de surpression
Canal de mesure	Prise de potentiel	Traitement sur réseau
Captage	Production avec traitement	Vanne asservie
Chasse automatique	Puisard	Vanne
Cheminée d'équilibre	Puits	Vanne de survitesse
Clapet	Purge	Vanne en attente
Compteur production/secto.	Réducteur de pression	Vanne fermée
Compteur export/import	Réduction	Vanne réglée
Ddass	Regard	Ventouse
Débitmètre	Régulateur de débit	Vidange
		Borne 1/2/4 prises

EA Hors service

	Tronçons classe C
	Tronçons classe B
	Tronçons classe A

EU

Tronçons classe C	Chasse	Rond visitable à grille
Tronçons classe B	Clapet	Station d'épuration
Tronçons classe A	Débitmètre	Tampon/échangeur
Avaloir	Dégrilleur	Té de curage
Avaloir à grille	Dessableur	Traitement sur réseau
Bassin de rétention	Déversoir d'orage	Vacuomètre
Batardeau	Exutoire	Vanne
Brise charge	Lagune	Vanne à guillotine
Canal de mesure	Plaque pleine	Vanne à manchon
Carré borgne	Poste de relevage	Vanne murale
Carré visitable	Puisard	Ventouse
Carré visitable à grille	Rond borgne	Vidange
Chambre de détente	Rond visitable	

Eu Hors service

	Tronçons classe C
	Tronçons classe B
	Tronçons classe A

EP

	Tronçons classe C
	Tronçons classe B
	Tronçons classe A

EP Hors service

	Tronçons classe C
	Tronçons classe B
	Tronçons classe A

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PRÉFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com



Échelle : 1:500 --- Plan généré le : 30/01/2025 - 19:01:02

Numéro de consultation : null
Adresse : 31 Rue Raymond Berrurier
78320 Le Mesnil-Saint-Denis

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



31 MARS 2025

Légende :

[Voir page annexe](#)

Format d'impression : A4 Paysage
Classe de précision 'C' si non renseignée sur réseau

Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE
le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3

Enedis - SERVICE CU/AU

A l'attention de A l'attention de Mr GIBERT Guillaume
HOTEL DE VILLE Service Urbanisme
1 rue Henri Husson
78322 LE MESNIL-SAINT-DENIS

Courriel : idfo-cuau@enedis.fr

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX , le 03/02/2025

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PC07839724E0012 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse :	31, Rue Raymond Berrurier 78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS
Référence cadastrale :	Section B , Parcelle n° 710
Nom du demandeur :	ALIOUANE Braham

Nous avons instruit cette demande sans disposer de la puissance de raccordement nécessitée par le projet. Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé.

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, le raccordement de ce projet au réseau public de distribution nécessite un branchement.

Cette réponse est donnée à titre indicatif et est susceptible d'être revue dans le cas :

- de la non obtention des servitudes de passage éventuellement nécessaires ;
- de la non obtention des autorisations administratives ou de prescriptions administratives ;
- d'une évolution du réseau électrique depuis la date de la demande en objet ;
- d'une évolution de la demande du pétitionnaire (puissance, situation...).

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Votre conseiller

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 31 MARS 2025



1/1



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
ÎLE-DE-FRANCE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
des Yvelines**

Dossier suivi par : CHAUNU Garance
Objet : Plat'AU - PERMIS DE CONSTRUIRE

Numéro : PC 078397 24 E0012 U7801

Adresse du projet : 31 Rue Raymond Berrurier 78320 Le Mesnil-Saint-Denis

Déposé en mairie le : 31/12/2024

Reçu au service le : 07/01/2025

Nature des travaux: 07107 Extension et/ou surélévation annexe, 12178 Modifications de l'aspect extérieur et changement de destination

Demandeur :

Monsieur ALIOUANE Braham

31 Rue Raymond Berrurier
78320 Le Mesnil-Saint-Denis

**Vu pour être annexé à mon arrêté
du**

31 MARS 2025



Cet immeuble n'est pas situé en (co)visibilité avec un monument historique. Par conséquent, les articles L621-30, L621-32 et L632-2 du code du patrimoine ne sont pas applicables et ce projet n'est pas soumis à l'accord de l'architecte des Bâtiments de France.

Cependant, ce projet appelle des recommandations ou des observations au titre du respect de l'intérêt public attaché au patrimoine, à l'architecture, au paysage naturel ou urbain, à la qualité des constructions et à leur insertion harmonieuse dans le milieu environnant :

Le projet consiste en l'aménagement d'une remise en logements avec extension et surélévation le périmètre protégé du monument historique cité.

Vu le bâti existant à valeur esthétique participant au paysage urbain de ce périmètre, il conviendrait de reprendre les dispositions suivantes afin d'assurer une insertion harmonieuse de ce projet en faisant évoluer sa qualité architecturale :

_ Afin d'améliorer la lisibilité architecturale du bâti et son évolution, il serait intéressant de dissocier d'avantage le bâti principal et le volume secondaire en :

- Dégageant l'angle de la maison.
- Simplifiant son traitement d'ensemble avec un ravalement plus sobre sur la portion de connexion neuve et en évitant les pastiches de traitement des baies sur l'annexe (encadrements).

_ Des châssis de toit axés sur les baies ou trumeaux de la façade, de teinte sombre, de dimensions inférieures ou égales à 0,78 m par 1,18 m de haut, le plus grand côté dans le sens de la pente, encastrés dans la couverture, et dépourvus de store ou volet roulant extérieur en surépaisseur par rapport au plan du vitrage. Eviter le châssis de toit sur l'extension en retour de la remise, côté cour, afin d'alléger visuellement cette portion de toiture et réduire le nombre de percements sur cour.

Par ailleurs, le nombre de logements projeté génère un aménagement important de la parcelle pour le stationnement, dénaturant le jardin, et devrait être réduit.

Nb : Le présent avis concerne l'aspect architectural du projet, et ne préjuge en rien des dispositions réglementaires du document d'urbanisme de la commune.

Fait à Versailles



Signé électroniquement
par Aurélia DIORE
Le 06/03/2025 à 14:43

L'Architecte des Bâtiments de France
Madame Aurélia DIORE

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.



Vu pour être annexé à mon arrêté
du

31 MARS 2025



ANNEXE :

Château du Mesnil situé à 78397|Le Mesnil-Saint-Denis.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du



31 MARS 2025



Mis en ligne le 07/04/2025 à 12h18

REÇU EN PREFECTURE

le 07/04/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0331-URB_25_04_3